

Prise de parole de Ulrike Minkner, vice-présidente Uniterre Pour une agriculture paysanne rémunératrice

Seule la version orale fait foi.

Nous avons lancé l’initiative pour la souveraineté alimentaire parce que nous sommes convaincus qu’une nouvelle vision, un nouveau concept pour notre agriculture et notre alimentation sont nécessaires. Partant de ce constat, nous ne voulons plus ajuster de petits rouages, nous demandons à la Confédération de prendre des mesures globales pour le maintien en Suisse d’une agriculture paysanne et une production alimentaire saine.

Avec notre initiative, nous proposons une solution – en accord avec la Via Campesina – pour mettre en œuvre la souveraineté alimentaire en Suisse.

- **Une rupture avec la tendance à l’industrialisation de l’agriculture et de l’alimentation s’impose.** La doctrine «croître ou céder» n’est pas une vision d’avenir, mais la fin de l’agriculture paysanne. Tandis qu’on fête en grande pompe l’année internationale de l’agriculture familiale, les changements structurels balayent sans relâche le paysage agricole. Si la Confédération tarde à renoncer à sa stratégie de croissance, y compris le libre marché pour les biens agricoles, nous risquons la disparition totale de la petite paysannerie.
- **L’importation d’aliments augmente, le grignotage du terrain agricole se poursuit.** La pression augmente continuellement. Les jeunes générations ne peuvent plus reprendre les fermes de plus en plus grandes en gardant foi en l’avenir – en raison de l’endettement et la pression financière que cela implique. Les paysans et les paysannes doivent se préoccuper de sujets tels que surmenage, burnout, pensées suicidaires et suicides. Il est primordial qu’on apporte un soin particulier à cette terre qui est la base de notre existence.
- **Le libre marché plane comme une épée de Damoclès sur le marché laitier** et tous les autres secteurs agricoles. Les prix chutent continuellement et les revenus des fermes ne suffisent pas pour rémunérer correctement le travail de la main-d’œuvre agricole. De plus en plus souvent, le revenu n’est même plus suffisant pour couvrir les intérêts et payer les factures. Donc, le travail à l’extérieur – cette « source de revenus supplémentaires » - est une obligation. Pour redresser la situation, nous demandons plus de transparence, afin de permettre un commerce plus équitable tout en long de la chaîne de production. En outre, la création d’organisations paysannes doit garantir que l’offre des paysannes et des paysans corresponde aux besoins de la population.
- **Nous voulons défendre toutes les fermes et tous les types d’exploitations.** Il faut donc prévenir toute discrimination fondée sur la taille ou le type d’une ferme. Pour remplir toutes les missions de l’agriculture, nous avons besoins d’idées novatrices : s’éloigner de l’industrialisation, créer plus de liens entre la ville et la campagne, fonder des structures régionales fortes, instaurer de nouvelles formes de coopération. C’est ainsi que les jeunes auront de nouvelles perspectives pour l’agriculture.
- **L’agriculture sans OGM et la nourriture sans OGM sont des acquis importants pour la Suisse.** Une grande majorité de la population est de cet avis et nous voulons l’ancre dans la Constitution.

Les membres du mouvement international de la Via Campesina demandent le droit à la souveraineté alimentaire partout dans le monde.

La Via Campesina ne cesse de souligner que la réalisation d’une politique mondiale de la souveraineté alimentaire se base sur les développements nationaux. Tant que les pays riches du nord restent fermés à la souveraineté alimentaire, les pays « en voie de développement » resteront prisonniers de la dominance industrielle et se feront exploiter.

En Suisse, nous avons la possibilité d’amener des changements exemplaires qui ne serviront pas seulement le peuple suisse, mais toute la planète.